

<p align="center"><b>Procès - verbal de séance du conseil municipal</b> <b>Mardi 20 octobre 2009</b></p>
--

**Convocation du 13 octobre 2009**

**L'an deux mil neuf, le 20 octobre** à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Duc Serge, Dugelay Denis, Gabanou Agnès, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Raizin Stéphane.**

Absents (en début de séance) excusés représentés: **Stéphane Raizin représenté par Michel Meunier**

Corine Modanese a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

**Présents : 15 Votants : 15**

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

**Ordre du jour :**

- Réseau d'eau potable  
*Point technique et financier sur les travaux en cours*
- Urbanisme  
*Etude EGIS*  
*Pass-Foncier*
- Motions contre la privatisation de La Poste et pour le maintien des services publics
- Règlement d'utilisation des salles communales
- Acquisition d'un tractopelle
- Communauté d'agglomération gapençaise
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents ainsi que le public, puis il ouvre la séance :

- **Réseau d'eau potable :**  
**Travaux en cours**  
**Planification des travaux à réaliser**

M. Le maire informe le conseil municipal de l'avancement des travaux de sécurisation du réseau "au delà le pont" à partir du chef lieu, la conduite jusqu'au réservoir Garnier sera alimentée par un prélèvement sur la surverse des fontaines du village (environ 3m3/jour).

M. Peigné, maître d'œuvre de la CCTB est remplacé par Nelly Cikojevic du bureau AEV. Les travaux supplémentaires concernant la pose de "By-pass" (sectorisation du réseau) ne pourront pas être couverts par les fonds restants, le maire propose de déposer une demande d'aide financière auprès du conseil régional dans le cadre du FSL (fonds de solidarité locale).

Il expose au conseil municipal que dans un souci d'amélioration de la desserte en eau potable, afin de faciliter les recherches en cas de fuites sur le réseau d'adduction, il y a lieu de faire procéder à l'installation de by-pass (robinet vanne à opercule) de façon à sectoriser le réseau et permettre une localisation plus rapide des fuites et accélérer ainsi les réparations.

Il propose de déposer une demande de subvention auprès du conseil régional dans le cadre du FSL (fonds de solidarité locale) suivant le plan de financement (€) ci après :

Coût des travaux		financement	
Montant HT :	17 140	Subvention FSL (80%) :	13 712
TVA (19.6%):	3 359	Autofinancement :	6787
Montant TTC :	20 499	Montant :	20 499

### Le conseil municipal, à l'unanimité

- Adopte la proposition de M. le Maire et le plan de financement, et l'autorise à solliciter l'aide de la Région.
- Autorise M. le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération

La parole est donnée à Matthieu Allain-Launay qui présente le projet de mise en conformité des captages de 4 sources communales : la mère de l'Aygue, les roses, l'ubac et Prablandier : les travaux de protection des captages et des ouvrages feront l'objet d'une demande d'aide financière de 80% auprès de l'Agence de bassin et du conseil général dans le cadre du PIL.

M. Le maire rappelle au conseil municipal que La commune de Sigoyer est engagée dans un programme de sécurisation de l'alimentation de son réseau d'eau potable tant en ce qui concerne la qualité que la quantité de la ressource distribuée.

Ce programme fait suite à l'étude diagnostic eau potable qui a été réalisé en 2003 (BCET) qui préconise d'entreprendre les travaux de mise en conformité des captages tels qu'ils ont été définis par les arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des 4 sources principales de la commune.

Afin de mener à bien ce projet, M. le Maire propose de déposer une demande de subvention de 80% que les organismes suivants se répartiront dans le cadre d'une commission mixte :

- Agence de bassin
- Conseil Général, PIL (projet d'initiative locale)

Le plan de financement (€) est le suivant :

Coût du projet		Financement	
Travaux de mise en conformité des captages	172 440	Aides publiques (80%) : Agence de bassin (accélérer la protection réglementaire des captages d'eau)  Et Conseil Général (PIL)	193 414
Imprévus (15%)	25 866		
Honoraires Maitrise d'œuvre (14%)	27 762	Autofinancement (dont TVA récupérable)	92 663
Total HT	226 068		
TVA 19.6%	44 309		
Total TTC	270 377		
Acquisition foncière	15 700		
<b>Total opération</b>	<b>286 077</b>	<b>Total opération</b>	<b>286 077</b>

### **Le conseil municipal, à l'unanimité**

- Adopte la proposition de M. le Maire et le plan de financement et l'autorise à solliciter l'aide de l'agence de bassin et du conseil général.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération

#### **Aménagement de l'allée basse du cimetière :**

Un deuxième dossier PIL sera déposé pour les travaux d'aménagement de l'allée basse du cimetière qui bénéficie déjà d'une aide de la Région depuis 2008.

M. le maire présente le projet d'amélioration de l'allée basse du cimetière, il rappelle les travaux réalisés en 1996 et 2007 et précise que cette troisième tranche de travaux terminera l'aménagement des allées.

Il propose de solliciter l'aide du Département au titre du PIL 2010 conformément au plan de financement ci- dessous :

<b>Coût du projet</b>		<b>Financement</b>	
Montant des travaux HT	39 943	<input type="checkbox"/> Subvention du conseil Régional FSL (30%) <b>acquise</b>	15 000
		<input type="checkbox"/> Subvention du Conseil général PIL 2010 (50%)	19 971
TVA 19.6%	7 829	Autofinancement (dont TVA récupérable)	15 817
Montant TTC	47 772	Montant TTC	47 772

### **Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité**

- Approuve le projet et le plan de financement
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Président du Conseil Général des Hautes-Alpes l'aide du département au titre du PIL 2010.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération

#### **Céüse / Tribunal administratif :**

Matthieu Allain Launay fait un bref compte-rendu de la rencontre avec M. Marco, chef de service à la Préfecture, en charge du dossier.

Etaient présents Mme Nivou, conseillère régionale et M. Gay Para, 1<sup>er</sup> vice Président de la CCTB.

M. Allain Launay rappelle que l'état préserve ses actes administratifs et ne peut admettre des recours ; cependant, il serait souhaitable de couper court à toute procédure juridique où chacun sera perdant. Il suffirait que le SIVU écrive à la préfecture que le projet n'est plus d'actualité, l'étude sur l'aménagement du massif de Céüse portant désormais sur toutes activités de pleine nature et plus exclusivement sur les sports de neige.

Si le projet n'a plus lieu d'être, l'arrêté préfectoral sera sans objet.

En attendant ces nouveaux éléments, une prorogation du délai sera demandée par l'avocat auprès du TA.

M. le maire rappelle que la commune de Pelleautier a délibéré pour abandonner la procédure, il demande aux conseillers de se positionner,

Le CM, à l'unanimité

"Maintient son action devant le tribunal administratif, sous réserve de l'échec de négociations avec le SIVU".

## ▪ Urbanisme

**Pôle des Vincents** : conformité ERDF, mais retard pour FT qui n'a pas retiré les supports aériens.

Suite à l'invective d'un riverain mécontent, le panneau de signalisation (STOP), prévu pour sécuriser le carrefour, ne sera pas installé pour l'instant, des renseignements seront pris auprès de la maison technique de la Saulce.

Vente de lots : deux actes seront signés très prochainement, MM. Dal Molin et Hoddoul acceptent de signer avant même la délivrance de leur permis de construire.

## **Etude EGIS :**

Le bureau a accepté de réviser ses évaluations pour l'acquisition foncière d'un hectare et ses travaux d'aménagement : 1M100 pour une revente de 1M200.

M. Le maire fait connaître que l'Etablissement Public Foncier Régional (EPFR) n'accompagnera pas la commune dans son projet, Matthieu Allain Launay s'étonne qu'aucune étude de marché par le bureau d'étude n'ait anticipé le projet.

S. Raizin rappelle que le contexte de l'immobilier est aujourd'hui très différent et qu'aucun promoteur ne prendra le risque d'investir sur 5 ans, il soutient que ce n'est pas à la collectivité de prendre ce risque.

M. Le maire pense qu'il faut maîtriser le foncier et que la commune pourrait bénéficier d'aides de la région en particulier dans le cadre du programme d'Aménagement solidaire (PAS).

Les conseillers municipaux surpris par la désaffection de l'EPFR, craignent que le contexte ne soit pas très favorable pour la poursuite immédiate du projet.

## **Logements mixtes (personnes âgées et locatifs sociaux) aux Vincents :**

Suite à la rencontre avec la direction de l'OPHLM, ce projet semble réalisable. Une enquête de besoins doit être menée par la commune et se déroulera en même temps que le recensement ( du 21 /01/2010 au 20 /02 /2010).

## **PASS-FONCIER :**

Dans le plan de cohésion sociale, le pass-foncier propose des aides aux particuliers à condition que la collectivité accorde des subventions en faveur de l'accession sociale à la propriété, d'un montant de 3000€ par logement pour un ménage de 3 personnes et de 4000€ pour 4 personnes et plus. Les bénéficiaires de ces aides sont les personnes répondant aux conditions légales permettant de bénéficier de prêt à taux zéro;

En 2010, une compensation partielle de ces aides par l'état permettrait de ramener le coût pour la commune à 2000 €/famille

La collectivité doit justifier son intervention sur le fondement d'un intérêt public local, apprécié au regard des besoins de la population ou en raison de la carence de l'initiative privée ; l'octroi d'une aide doit permettre de pallier cette difficulté et doit s'inscrire au cœur de la politique locale d'accession sociale, mais elle doit veiller à ne pas porter atteinte au principe d'égalité des citoyens.

Une intervention de l'ADIL (agence départementale de l'information sur le logement des Hautes-Alpes) sera demandée à ce sujet, à titre d'information.

**Publicités et enseignes** : l'association "paysages de France" entame des démarches pour la dépollution visuelle de l'environnement. Des réglementations strictes encadrent les

emplacements d'enseignes notamment en bordure du domaine public d'état ; c'est la réglementation locale (arrêtés communaux) qui gère le domaine public communal.

▪ **Motions :**

Le maire rappelle le succès du référendum local organisé le 4 octobre 2009 sur Sigoyer contre la privatisation de la Poste (157 votants : 154 s'opposent au projet).

Il propose de voter une motion et demande au conseil municipal de se prononcer pour le retrait du projet de loi postale 2009 et demander la tenue d'un référendum sur le service public postal.

*Adopté à l'unanimité*

M. le maire communique aux conseillers municipaux une deuxième motion émanant de M. Vauzelle, président du conseil Régional PACA qui est une proposition de charte de défense du service public.

▪ **Règlement d'utilisation des salles communales :**

M Le maire demande la validation du caractère définitif du document étudié en commission, qui met en relief la notion d'association prioritaire et non prioritaire

" ...La liste des associations prioritaires est établie par le Conseil Municipal au vu de leurs statuts, dont un exemplaire doit être déposé en mairie, et en fonction de critères tels que l'aspect culturel, l'intérêt collectif et la gratuité des activités."

Dans le cadre du débat, S. Raizin s'élève contre ce règlement..."par philosophie, pour la discrimination faite entre deux catégories d'usagers".

E. Gerbaud reproche l'interprétation qui peut en être faite, l'adoption du règlement est mise au vote :

*Oui : 9 non : 3 abs : 3*

Monsieur Cornil Jean-Marc reste gestionnaire des salles.

Le foyer des Guérins a fait connaître verbalement son souhait d'utiliser la salle des deux Céüze pour développer une activité de cirque. E Gerbaud émet l'idée que cette activité pourrait déboucher sur un spectacle que les résidants présenteraient aux habitants. Des éclaircissements seront demandés. Le conseil municipal se prononce pour le prêt gratuit de la salle à cette association.

▪ **Tractopelle :**

Un engin de type CASE (5000 heures) a été prêté à la commune pour essai et pourrait assurer le service de viabilité hivernale, l'entretien de la voirie et du réseau d'eau.

Le maire rappelle que la dépense a été votée et inscrite au budget le 31 mars 2009 et qu'une demande de financement délibérée le 20 avril 2009 a été accordée par le conseil général.

Il présente une proposition d'acquisition d'un montant HT **de 23 000.00 €.**

Le conseil municipal, à l'unanimité,

- Adopte la proposition de M. Le Maire
- Autorise M. Le Maire à conduire la négociation et à signer tous documents relatifs à cette acquisition.

André Garcin précise qu'une étrave à neige pourrait s'y adapter.

• **Communauté d'agglomération gapençaise :**

M. Le maire fait part de sa rencontre avec Roger Didier, maire de Gap, qui met en avant l'idée d'une communauté d'agglomération à l'horizon 2011 en soulignant l'apport financier important que cela rapporterait aux communes ; il propose de présenter ce projet devant les conseillers municipaux avant la fin 2009.

M. le maire rappelle que l'organisation administrative du "pays gapençais" est peut être structurée par le SCOT (schéma de cohérence territoriale).

Autre démarche du conseiller général du canton de Tallard qui propose de fusionner la CCTB, la CC du pays de Serre Poncon, de la vallée de l'Avance... le problème reste celui de

la représentation des petites communes, car seules les communes de tailles comparables ont les mêmes préoccupations.

M. Le maire et le conseil municipal accueilleront volontiers M. Didier.

▪ **Questions diverses :**

**Commission de recensement agricole :** Sont désignés pour y siéger : André Garcin et Jean-Luc Clément.

**Aires de camping cars :**

Des emplacements seront matérialisés pour 3 stationnements près de l'aire de jeux, et une vidange sera installée près des garages communaux.

**Actions en justice :**

*Route forestière de Céuze :* l'expert reconnaît un manque de concertation entre les différentes parties.

*Affaire Habert :* la famille a été déboutée en première instance auprès du tribunal des affaires sociales, mais poursuit son action auprès de la cour d'appel de Grenoble.

**Pandémie grippale :** l'inspecteur de l'académie a fait part de son discernement par rapport aux mesures imposées aux communes.

Campagne de vaccination : Aucune obligation, démarche volontaire des parents auprès des centres de vaccination.

**Transport à la demande :** courrier au conseil général pour demande de mise en place d'un transport supplémentaire mercredi et samedi matin ainsi que mercredi et samedi après midi.

**Ecole de musique :** S. Raizin s'étonne de l'absence de la chorale de Sigoyer "manque pas d'air " aux rencontres des chorales de la CCTB lors d'un concert donnée à l'église de Sigoyer, en 2010.

**Enfouissement des réseaux secs quartier Surville :** les réseaux ERDF seront enfouis courant 2010 (participation communale SIE), l'enfouissement des réseaux France télécom coûtera environ 30 000 €.

La parole est donnée au public, Mme Pommerais s'inquiète des nuisances qui peuvent découler de l'aménagement de l'aire de camping cars, face à sa propriété. Il lui est précisé qu'il ne s'agit pas d'aires de "campement" mais de stationnement pour une très courte durée (1 à 2 nuitée).

La séance est levée à zéro heure et trente minutes

**Délibérations du conseil municipal :**

- Travaux de mise en conformité des captages de sources - Demande d'aides financières (agence de bassin et conseil général – PIL)
- Acquisition d'un tractopelle
- Amélioration de la desserte en eau potable (by-pass)-Demande d'aide au financement Région FSL
- Délibération du conseil municipal contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal
- Aménagement de l'allée basse du cimetière - Demande de subvention départementale dans le cadre du PIL (projet d'initiative locale).

**Vu, Les conseillers municipaux,**